



Clic !!!

La Fédération des Services Publics.



Collectif des politiques publiques

↪ 2008 → 28.000 postes de fonctionnaires supprimés
+
↪ 2009 → 30.600 postes de fonctionnaires supprimés
+
↪ 2010 → 33.000 postes de fonctionnaires supprimés
+
↪ 2011 → 34.000 postes de fonctionnaires supprimés

Collectif des politiques publiques

POURQUOI ?

Collectif des politiques publiques

Départements en situation critique
sur le plan budgétaire
(source DGCL)

↪ 2010 → 25 départements

↪ 2011 → 62 départements

Collectif des politiques publiques

POURQUOI ?

Collectif des politiques publiques

Devant les réformes destructrices engagées par le gouvernement (RGPP, Réforme des Collectivités Locales, loi HPST et Grand Paris).

Réponses et propositions CGT

Plan du diaporama

- ❑ La conception CGT des services publics diapo 10
- ❑ La nouvelle gestion publique diapo 19
- ❑ La RGPP diapo 23
- ❑ La réformes des Collectivités Territoriales diapo 29
- ❑ La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires diapo 35
- ❑ Le Grand Paris diapo 38
- ❑ L'offensive contre le modèle social français diapo 40
- ❑ La conception « libérale » des services publics iapo 45
- ❑ Les revendications et démarches de la CGT diapo 51

La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

(Préambule de la constitution 1946, article 10)

Conception **CGT** des **services** publics.

Pour garantir une fonction publique toujours plus efficace au service des usagers

Aux besoins de développement économique

Aux besoins de cohésion sociale contre la mise en concurrence des territoires et des collectivités

A une démocratie représentative

Des services publics et une fonction publique comme des outils de réponse

A notre conception de citoyenneté

Aux besoins d'équipement et d'aménagement du territoire

Aux besoins sociaux

A une démocratie de proximité

Pour garantir une fonction publique toujours plus efficace au service des usagers

Des services publics et une fonction publique dans une construction européenne



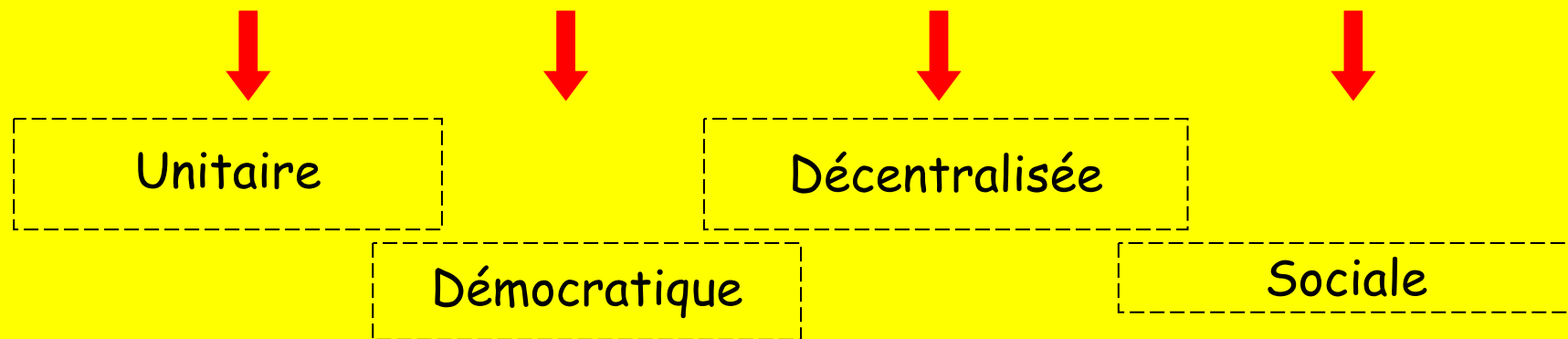
Pour une harmonisation
des droits sociaux et
démocratiques par le haut



Pour des services publics
européens

Pour garantir une fonction publique toujours plus efficace au service des usagers

Notre réflexion prend appui sur notre conception d'une République



Pour nous, les collectivités locales et territoriales sont constitutives, à part entière, de l'État régalien mais aussi social au service de l'intérêt général.

Revendications de la CGT

- ↳ Un état unitaire social et décentralisé,
- ↳ Pour une organisation plus efficace de l'intervention publique,
- ↳ Dans le cadre des lois et des règlements de la République.

Pour garantir une fonction publique toujours plus efficace au service des usagers

Des principes fondateurs de la République garantis par



Le développement
d'une conception
large du périmètre
de l'action publique



La naissance d'un statut général des
fonctionnaires d'état en 1946 assurant



le principe
d'égalité



le principe
d'indépendance



le principe de
responsabilité

Pour garantir une fonction publique toujours plus efficace au service des usagers

Aménagement du territoire par la présence publique dans les zones rurales et urbaines en difficulté

Transfert des compétences avec les ressources nécessaires vers des exécutifs locaux élus au suffrage universel

Durant la période 1982-1986 dans le cadre de la première phase de la décentralisation

Libre administration des collectivités locales avec autonomie fiscale

Mécanismes de péréquation financière en faveur des territoires les plus en difficulté

Extension du statut général aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers

Cette première phase a démontré la pertinence d'une organisation de l'intervention publique de proximité

- ↪ 1 700 000 fonctionnaires territoriaux pour développer les services publics.
- ↪ 73 % de l'investissement public par les collectivités territoriales.

s'appuyant sur une complémentarité

Etat/Collectivités,

- ↪ Indispensable pour faire face à la crise économique et sociale
 - ↪ Indispensable pour faire face aux catastrophes naturelles (Tempête de 2000, 2009 (Landes) et 2010 (Charente et Vendée)).

Les services publics sont un outil
essentiel pour y parvenir

Le statut de la fonction publique élaboré en 1946, rénové et étendu aux territoriaux et aux hospitaliers en 1982/86 est un des fondements de notre modèle social que Sarkozy veut refondre.

Il s'agit de vider progressivement le statut de son contenu et de faire disparaître la spécificité de l'emploi public, élément inséparable de la notion de service public

La nouvelle gestion publique.

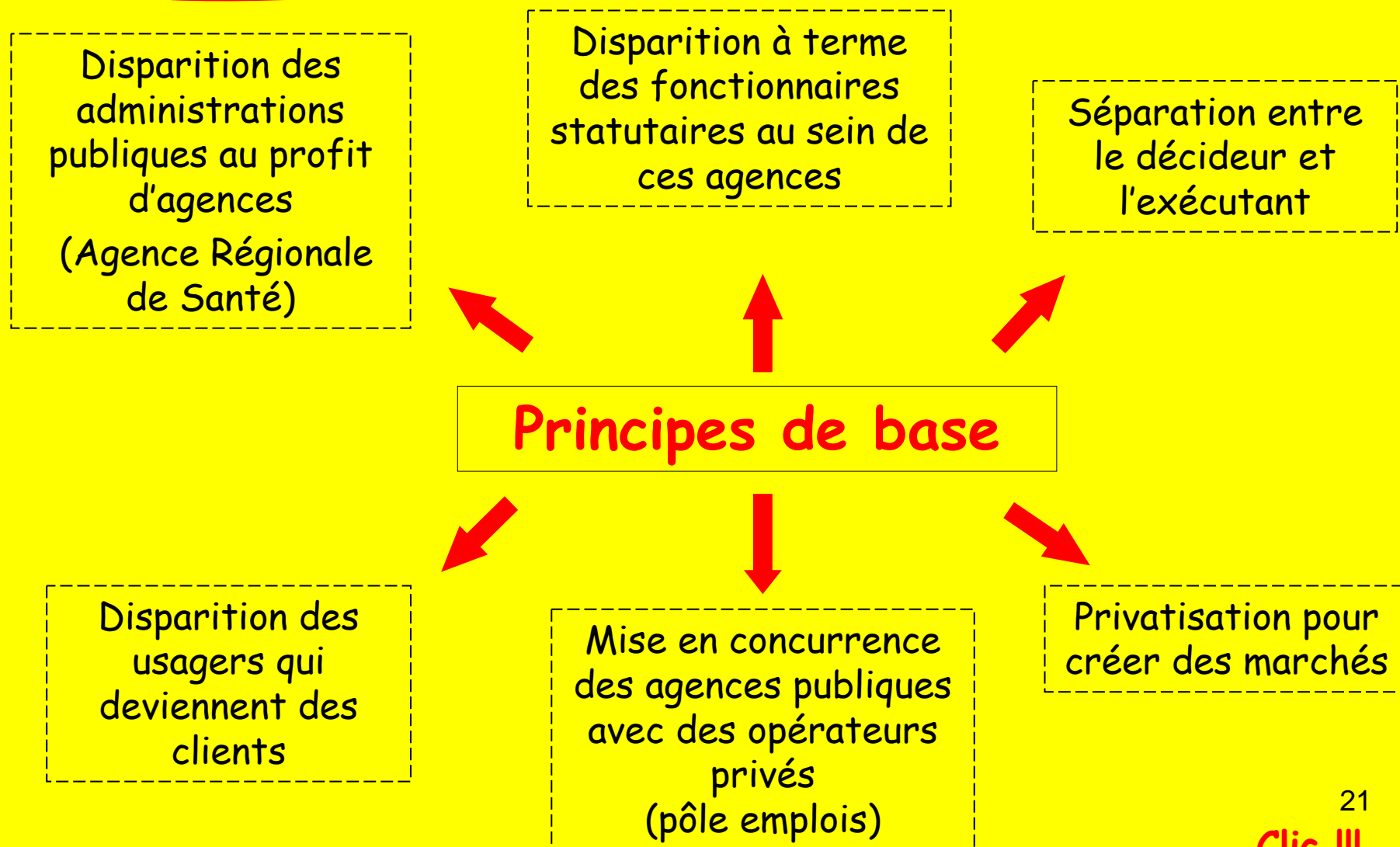
« La nouvelle gestion publique »

Changement du modèle social français



La nouvelle gestion publique est une doctrine née dans les années 1970 qui vise à libéraliser les services publics au profit des grandes entreprises privées.

« La nouvelle gestion publique »



La privatisation, un passage obligé ?

- ↪ Qu'en sera-t-il de la péréquation * tarifaire ?
- ↪ Qu'en sera-t-il de la péréquation des services ?
- ↪ Pourquoi briser le lien social sur le territoire ?
- ↪ Les suppressions de milliers d'emplois sont-elles inéluctables ?

* Outil pour garantir une égalité de traitement

Aujourd'hui
une avalanche
de réformes
pour l'état
avec
la RGPP.

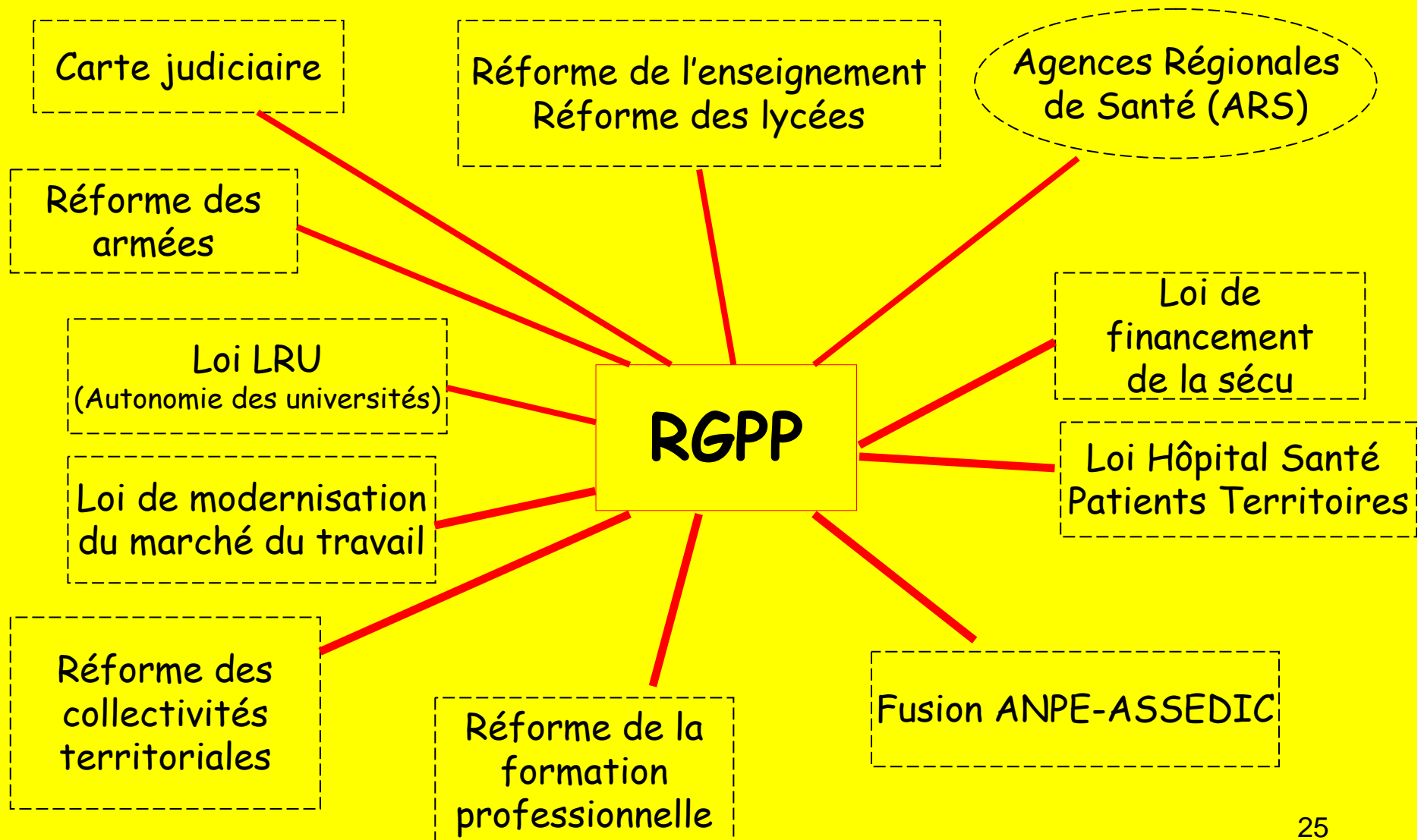
Un choix politique assumé

Discours de **Nicolas Sarkozy** à Nantes le 19 septembre 2007

- ↪ « *le moment est venu de refonder l'Etat, de refonder le service public, de refonder la fonction publique* ».
- ↪ « *Comme on l'a fait en 1945 avec le programme du Conseil National de la Résistance* ».
- ↪ « *Comme l'a fait en 1958 le Général de Gaulle.* »

Un ensemble cohérent de réformes ...

...qui révisent bien l'ensemble des politiques publiques



Un choix financier

RGPP

7 milliards d'euros d'économies d'ici à 2011 pour
l'état.

=

Bouclier fiscal

un cadeau de 15 milliards d'euros par an pour
les riches.

Un choix de société

La Loi Organique relative aux Lois des Finances

Art 7 « les crédits ouverts par les lois de Finances pour couvrir chacune des charges budgétaires de l'État sont regroupés par mission relevant d'un ou plusieurs services d'un ou plusieurs ministères ... »

« il ne s'agit plus d'une logique de moyen mais d'une logique d'objectif à atteindre »

Le budget ne sera donc plus voté en fonction des moyens nécessaires au fonctionnement des services publics mais en fonction d'objectifs définissant des résultats évalués.

Imposer une logique de « performance » évaluée sur des critères financiers



Réduire la prise en charge collective et solidaire des besoins des populations

Développer l'individualisme, le sécuritaire et le contrôle social

Plus de précarité,
de pauvreté,
d'exclusion



Un choix de société

Un outil redoutable



Le Partenariat

Public /Privé



PPP

Les prisons

Les hôpitaux

L'accueil
et
les visites
du

Château de Versailles

L'institut du sport
et
de l'éducation physique
(INSEP)

Le TGV

Le viaduc de
Millau

**Aujourd'hui
une avalanche
de réformes
pour les
collectivités
territoriales.**

Un ensemble cohérent de réformes

...qui remettent en cause la décentralisation



Réforme des collectivités Territoriales

La Réforme des Collectivités Territoriales



L'élection des
« conseillers
territoriaux »
pour les
départements et
les régions

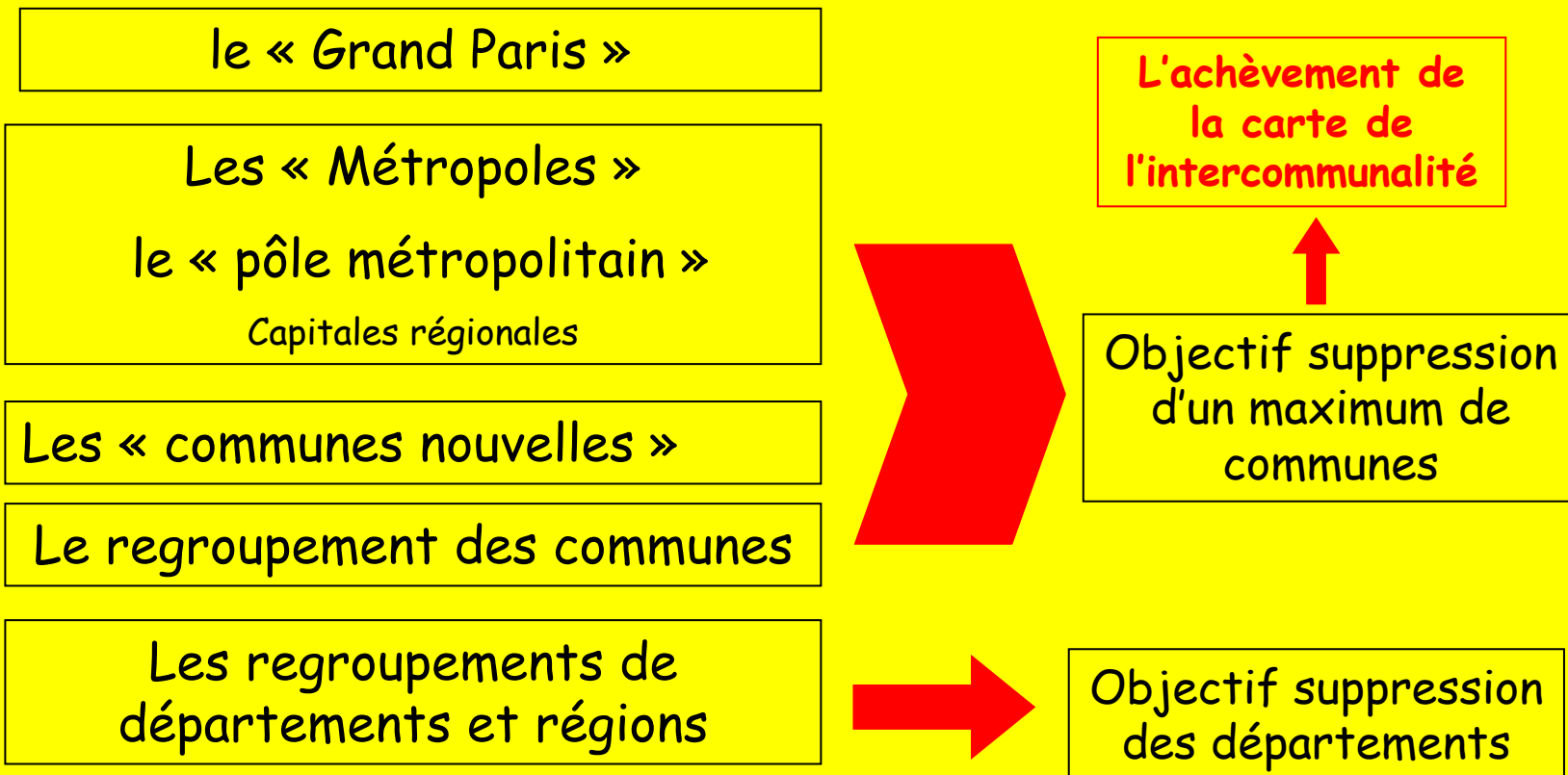


Le Statut de l'Elu



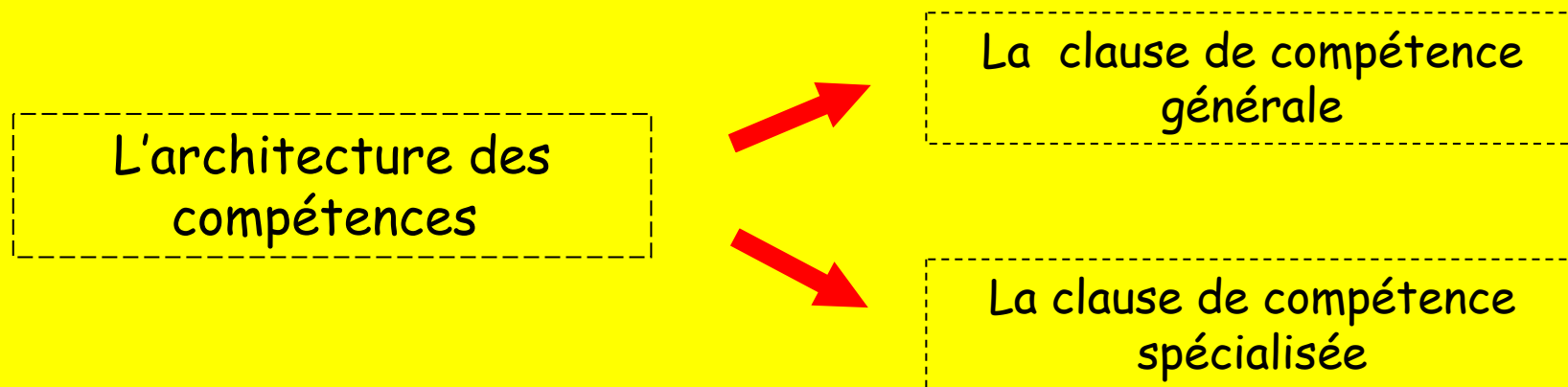
L'élection
des Conseillers
Communautaires

Réforme des collectivités Territoriales



Réforme des collectivités Territoriales

L'organisation des compétences des Collectivités territoriales



Réforme des collectivités Territoriales

La Réforme de la Fiscalité locale

Manque à gagner de 20 milliards d'euros pour les départements et les régions.

Objectif de diminution massive de la dépense publique



Fin de l'autonomie
fiscale



Spécialisation
des
impôts locaux



Reforme de la
Taxe
Professionnelle

Transfert de fiscalité de l'entreprise vers les ménages

Suppression du lien entreprises / territoires

Subordination des collectivités territoriales à l'Etat central



Aujourd'hui
une avalanche
de réformes
pour
la Fonction Hospitalière
avec la loi
Hôpital, Patients, Santé
et Territoires.

La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires

Une faible place dans cette loi pour



La santé publique

La prévention

L'éducation à la santé

Les patients

Ce n'est pas une loi qui répond aux besoins des usagers en matière de santé publique

La loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires

La TERRITORIALITE

Deux concrétisations des aspects dangereux de la loi :

Les Agences Régionales de Santé
(ARS)

Les Communautés
Hospitalières de Territoires

Absorption des DDASS
et DRASS 40 ans après
leur mise en place

Un Directeur Général
d'ARS aux pouvoirs
considérables et sans
contrôle démocratique

Environ 250 territoires de
santé en France, alors
qu'actuellement il y a 1500
hôpitaux ou hôpitaux locaux
et 1000 EHPAD publics

La privatisation de pans entiers de la santé publique

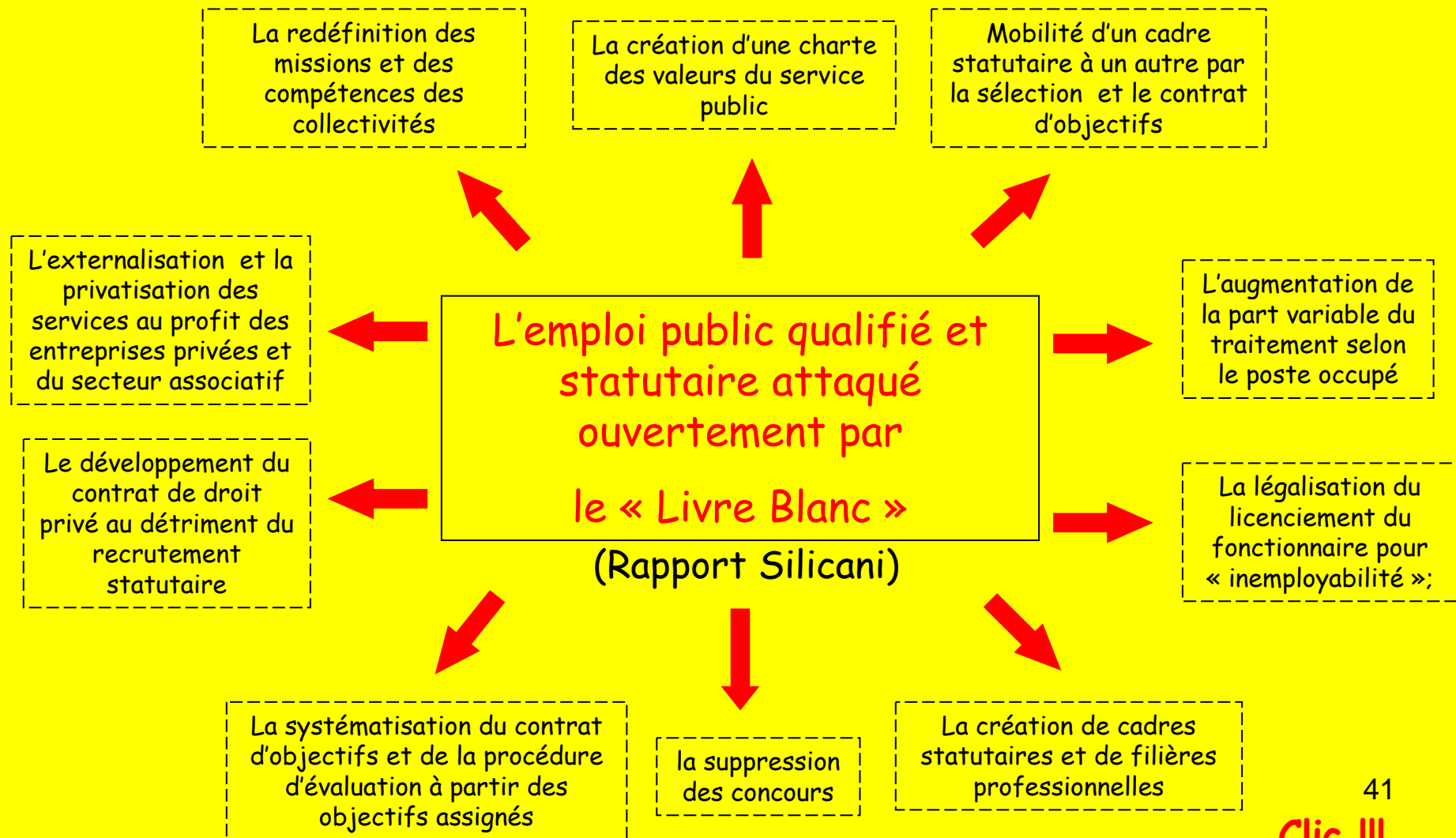
**Aujourd'hui
une avalanche
de réformes
le Grand
Paris.**

Le Grand Paris

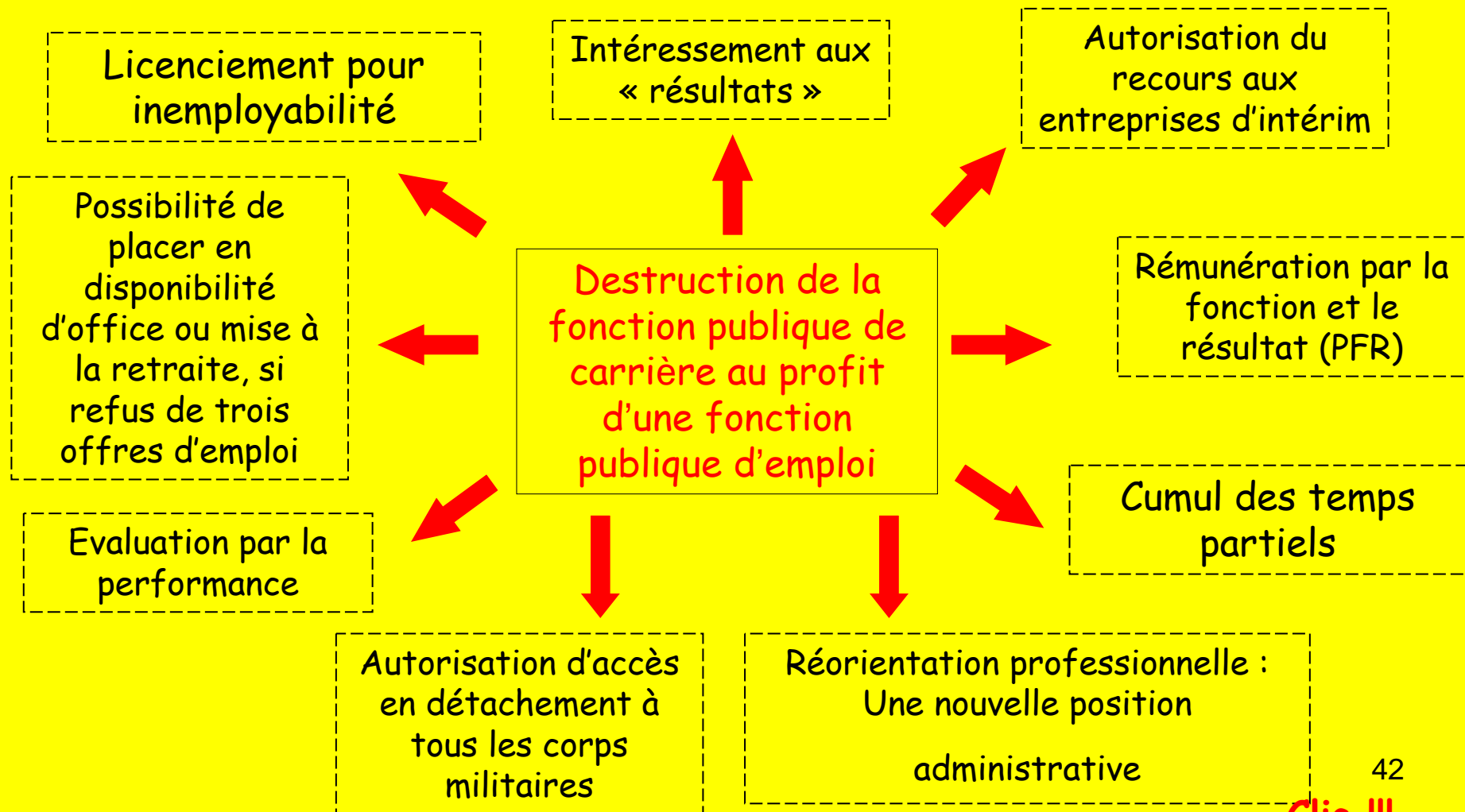
- ↪ Février 2008 M. Christian BLANC est nommé secrétaire d'état à la région capitale.
- ↪ Le Schéma Directeur pour la Région Ile de France voté par le Conseil régional en septembre 2008 est bloqué par l'état.
- ↪ Le projet de loi sur le Grand Paris présenté en conseil des ministres le 7 octobre 2009 prévoit la création d'une société détenue majoritairement par l'Etat qui pourra disposer d'un « droit de préemption à titre principal ».

L'offensive
contre
le modèle
social
français.

L'offensive contre le modèle social français. Les fonctionnaires ne sont pas oubliés

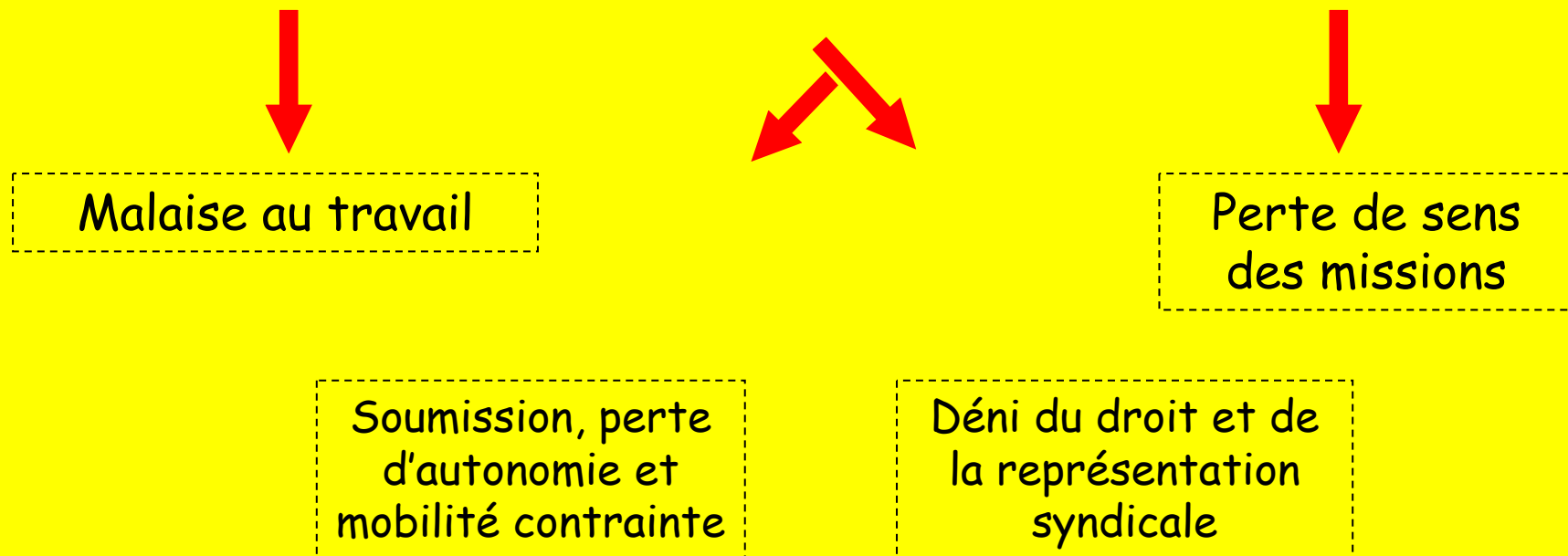


L'offensive contre le modèle social français. Une attaque en règle contre le statut



L'offensive contre le modèle social français.

L'émergence d'un « management de commandement »
autoritaire



Un choix politique assumé

Discours de **Nicolas Sarkozy** à Toulon
le 25 septembre 2008 :

- ↪ « La Révision des Politiques Publiques sera menée avec beaucoup de célérité ».
- ↪ « C'est donc un total sans précédent de 30 600 emplois publics qui seront supprimés dans la fonction publique ».
- ↪ « La réforme des échelons territoriaux français, ça fait trop longtemps que l'on en parle, maintenant on va agir et on va décider ».
- ↪ « Si nous arrivons à diminuer le nombre d'échelons territoriaux, alors nous pourrions poser clairement la question de la disparition à terme de la taxe professionnelle ».
- ↪ « Et partout les fonctionnaires seront associés aux gains de productivités dans la fonction publique ».

C'est une véritable révolution culturelle.

Une conception
« libérale »
des services publics
un choix
de société en France
et
en Europe.

La conception libérale des services publics

OCDE



L'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE) invite à une réduction urgente des déficits publics, en axant l'effort sur une baisse des dépenses.

La conception libérale des services publics

Des services publics et une fonction publique qui s'inscrivent dans la construction européenne libérale



Dans la concurrence libre
et non faussée



Dans le carcan
d'austérité permanente
du « pacte de stabilité et
de croissance »



Dans le choix « d'une
société du tout marché »

Les services publics dans la construction européenne actuelle

Services publics ou service d'intérêt économique général ?

Les critères de fonctionnement du service public sont en France :

L'égalité
la continuité
et
l'adaptabilité

La conception française du service public est une exception

La logique européenne s'oppose à la conception française des services publics.

Dans l'Union Européenne ce sont ceux du traité de Maastricht :

Taux d'inflation,
d'endettement et
équilibre budgétaire

La conception libérale des services publics

Une nouvelle gestion publique qui nie toute différence entre :

- la gestion publique et la gestion privée,
- le secteur public et le secteur privé.

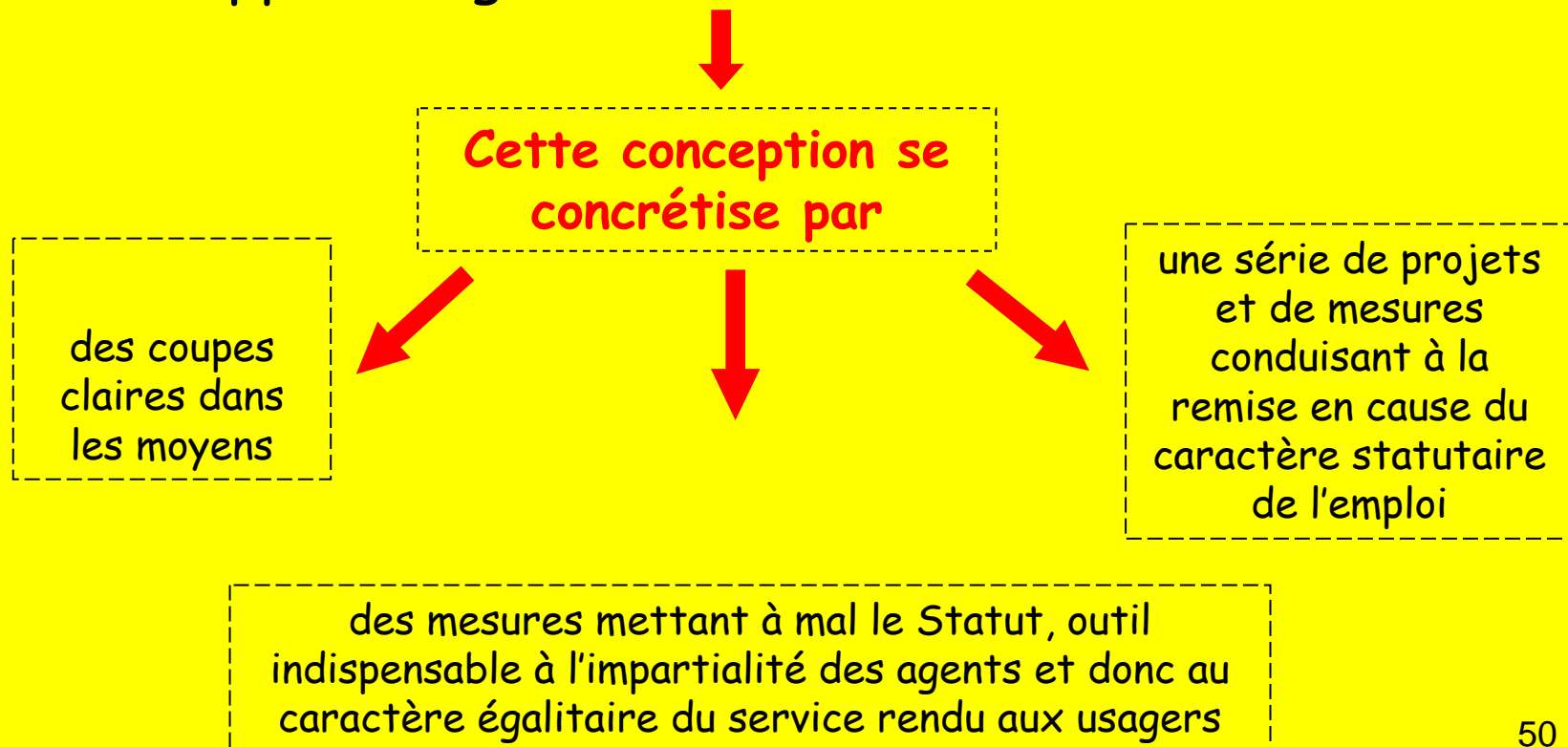
Des clients considérés comme des consommateurs de services publics auxquels l'État doit rendre « le meilleur » service au moindre coût.

Une gestion de l'Etat et des Collectivités Territoriales identique à des entreprises.

On peut alors parler de marchandisation du service public

La conception libérale des services publics

Une nouvelle logique assise pour l'essentiel sur une approche gestionnaire à finalité financière.



Revendications et démarches de la CGT.

Le rôle de l'intervention publique

- ↪ Développer une réforme profonde de la fiscalité locale, à partir de nouveaux critères de péréquation,
- ↪ Assurer l'égalité d'usage du service public à tous les citoyens,
- ↪ Transformer la taxe professionnelle en un impôt pour l'emploi et le développement solidaire des territoires,
- ↪ Garantir l'unicité des principes de fonctionnement des services publics par la complémentarité de l'action publique de l'état et des collectivités territoriales.

Revendications de la CGT

Le rôle de l'intervention publique

- ↪ Assurer des dotations afin de corriger les inégalités sociales et économiques des territoires,
- ↪ Assurer l'égalité d'accès au service public de tous les citoyens,
- ↪ Développer des coopérations renforcées entre les collectivités dans le cadre d'une intercommunalité librement consentie,
- ↪ Prendre en compte les exigences d'aménagement et de développement durable des territoires,
- ↪ Assurer un maintien d'un réseau de services de proximité de qualité.

Le rôle de l'intervention publique

- ↪ Développer de nouveaux services en réponse aux besoins (ex. la petite enfance et l'aide à la personne),
- ↪ Mettre en œuvre de normes publiques (sociales, fiscales, environnementales...) encadrant les conditions de concurrence,
- ↪ Impulser la convergence et la cohérence des interventions des différents acteurs,
- ↪ Développer des coopérations étroites entre les services de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

Revendications de la CGT

L'approche CGT n'est donc pas de se laisser conduire sur le débat institutionnel des structures mais de partir de la question des rapports aux citoyens et aux usagers pour la satisfaction des besoins sociaux et le renforcement de la démocratie .

Revendications de la CGT

- ↪ L'édification d'un Statut unique à partir des 3 versants actuels du statut de la Fonction Publique,
- ↪ Une charte des services publics au niveau européen,
- ↪ Une organisation toujours plus démocratique de la Fonction Publique et de ses missions,
- ↪ Le contrôle et l'évaluation des politiques publiques renforcés à chaque échelon,
- ↪ La Conquête d'un Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS) .

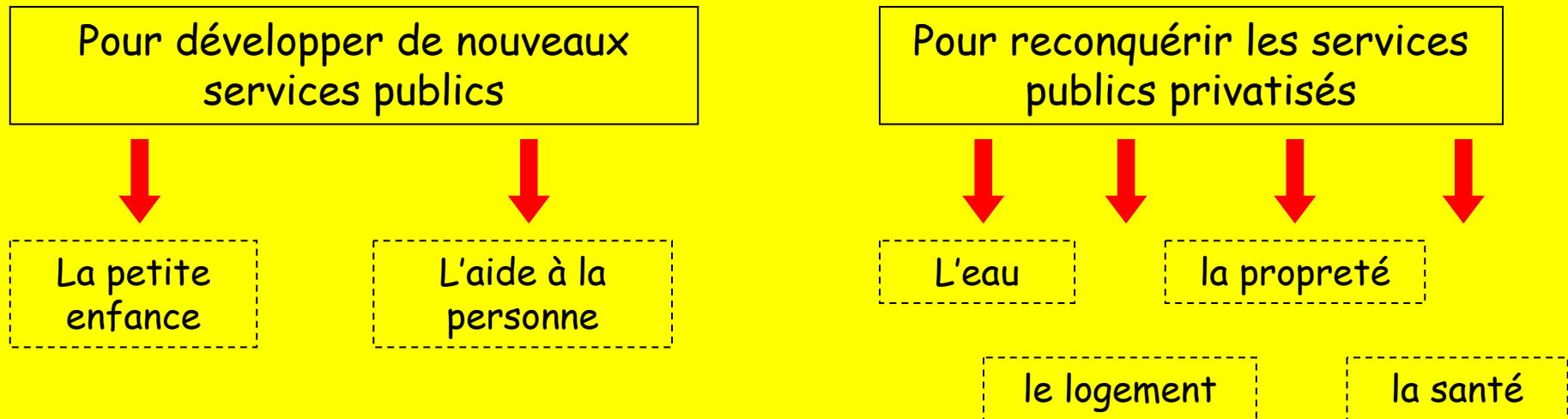
La démarche CGT pour gagner nos revendications

La DEMOCRATIE



On doit mettre les acteurs au plus près des niveaux de décision et de réalisation

Partir des besoins



La CGT est disponible pour construire avec les salariés et les usagers des services publics basés sur des critères d'efficacité sociale et non sur des critères financiers

La démarche CGT pour gagner nos revendications

- ↳ Construire des propositions et les mettre en débat.
- ↳ Utiliser les lieux institutionnels.
- ↳ Organiser les luttes, rechercher les convergences.



Informons.

Débattons.

**Multiplions les initiatives à tous
les échelons du territoire.**

TOUS ENSEMBLE AGISSONS

TOUS ENSEMBLE !!!

MERCI



Fin.